



Emploi, politique sociale, santé et consommateurs **Bruxelles, 8 juillet 2019**

La session du Conseil du 8 juillet 2019 sera présidée par **Aino-Kaisa Pekonen**, ministre finlandaise des affaires sociales et de la santé, et **Timo Harakka**, ministre finlandais de l'emploi. La session d'une demi-journée sera consacrée aux questions liées à l'emploi et à la politique sociale.

La session débutera à **9 heures** par l'approbation des points "A", suivie d'un débat public d'orientation sur l'**économie du bien-être**, avec la participation d'Ángel Gurría, secrétaire général de l'OCDE. M. Gurría présentera les conclusions de l'OCDE en la matière.

Les ministres se pencheront ensuite sur le **Semestre européen** en vue de l'achèvement des travaux du Conseil EPSCO sur l'exercice 2019:

- approbation des recommandations sur les **programmes nationaux de réforme** pour 2019;
- approbation de l'avis du Comité de l'emploi (EMCO) et du Comité de la protection sociale (CPS) sur les **recommandations par pays** pour 2019 et la mise en œuvre des recommandations par pays pour 2018;
- adoption des **lignes directrices pour l'emploi**.

Les ministres tiendront également un débat public sur les **aspects liés à l'emploi** de la communication de la Commission intitulée "Une planète propre pour tous: Une vision européenne stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat".

Au cours du déjeuner, les ministres procèderont à un échange de vues sur le thème "**Le Semestre européen et l'économie du bien-être**", avec la participation de Mario Centeno, président de l'Eurogroupe et ministre portugais des finances ([10418/19](#)).

Une conférence de presse avec les ministres **Aino-Kaisa Pekonen** et **Timo Harakka** et la commissaire **Marianne Thyssen** se tiendra à **15 heures** (à confirmer).

* * *

Les conférences de presse et manifestations publiques peuvent être suivies par transmission vidéo à l'adresse suivante: <http://www.consilium.europa.eu>.

La transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" (MPEG 4), et la galerie de photos seront accessibles à l'adresse suivante: <https://europa.eu/hM79kk>.

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Économie du bien-être - débat public

Les ministres tiendront un débat public d'orientation sur l'économie du bien-être. Ce débat s'appuiera sur une note d'orientation de la présidence ([doc. 10416/19](#)).

L'économie du bien-être est un thème prioritaire de la Finlande qui relève de la compétence du Conseil EPSCO. La présidence finlandaise a invité l'OCDE à élaborer une note d'information ([doc. 10414/19 ADD 1](#)) pour examiner et clarifier la relation entre croissance économique et bien-être humain, en s'appuyant sur les recherches menées au niveau international et sur des données probantes. La présente note d'information fournit d'importants éléments empiriques en vue du débat d'orientation ([synthèse du rapport de l'OCDE](#)). M. Ángel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, jettera les bases des discussions en présentant les conclusions de l'OCDE en la matière.

La notion d'économie du bien-être prévoit une approche globale de l'élaboration des politiques. Elle va au-delà du PIB en tant qu'outil de mesure de la production marchande et de la croissance économique. La thèse principale qui sous-tend cette notion est la suivante: s'il est une valeur en soi, le bien-être des gens est également vital pour assurer une croissance économique durable à long terme. L'économie du bien-être vise à permettre de mieux comprendre, dans l'UE, la manière dont les politiques et structures en matière de bien-être renforcent la productivité, génèrent de la croissance économique, accroissent l'emploi et contribuent à la viabilité des finances publiques ainsi qu'à la stabilité sociétale.

L'économie du bien-être préconise une approche transsectorielle de l'élaboration des politiques, compte tenu du fait qu'une croissance économique durable à long terme dépend des éléments suivants:

une **protection sociale plus inclusive** de nature à entraîner une croissance plus forte du PIB. À cette fin, il convient de promouvoir des systèmes de protection sociale plus inclusifs et de réduire les inégalités en termes d'opportunités offertes et de résultats obtenus;

une **plus grande égalité entre les sexes** susceptible de conduire à une hausse du PIB allant jusqu'à 9,6 % d'ici 2050. À cette fin, il convient de réduire les disparités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à des emplois de qualité, d'assurer un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ainsi que d'offrir davantage de soutien en matière de prise en charge et des formules souples de travail;

de **meilleurs soins de santé**, qui peuvent permettre de réduire le nombre de personnes qui meurent chaque année dans l'UE du fait de maladies non transmissibles (550 000 décès, soit une perte de 115 milliards d'euros de potentiel économique tous les ans). À cette fin, il convient de garantir l'accès à des soins de santé de qualité élevée pour tous et d'investir dans des mesures préventives et dans de hauts niveaux de protection de la santé;

une **meilleure accessibilité à l'enseignement et à la formation**. Selon les estimations, dans les pays de l'OCDE, les personnes hautement qualifiées vivent en moyenne six ans de plus que les personnes peu qualifiées. Il est possible de remédier à ce problème en élargissant l'accès à une éducation de qualité élevée pour tous et en favorisant l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie.

Compte tenu de ce qui précède, les ministres sont invités à se pencher sur les questions suivantes:

- 1) Quel est votre point de vue en ce qui concerne le renforcement de l'économie du bien-être en tant que principe directeur pour l'élaboration de politiques et la prise de décision?
- 2) De quelle manière l'élaboration des politiques et la prise de décision de l'UE devraient-elles être conçues afin de renforcer le lien entre politique économique et politiques en matière de bien-être?
- 3) Le renforcement des principes de l'économie du bien-être dans l'ensemble de l'UE est un objectif à long terme. Quelles devraient en être les premières étapes?

Ce débat établira le cadre de la préparation de conclusions du Conseil sur l'économie du bien-être, que la présidence finlandaise prévoit de présenter pour adoption lors de la session du Conseil EPSCO qui se tiendra en octobre de cette année.

Semestre européen 2019

1. Les ministres devraient approuver les recommandations par pays relevant de la compétence du Conseil EPSCO ([doc. 10687/19](#)) ([doc. 10182/19](#)). Les recommandations par pays seront adoptées par le Conseil Ecofin le 9 juillet.

L'approbation des recommandations par pays est la principale raison de l'organisation de cette session du Conseil EPSCO. En raison du retard dans la publication des propositions relatives aux recommandations par pays, il n'y a pas eu suffisamment de temps pour que les États membres puissent coordonner leurs positions, ou pour que le Comité de l'emploi et le CPS puissent examiner les propositions avant les sessions du Conseil des 13 et 14 juin et la réunion du Conseil européen des 21 et 22 juin. Par conséquent, à titre d'exception à la pratique établie, une session supplémentaire du Conseil EPSCO a été convoquée.

Un débat d'orientation sur le Semestre européen a déjà eu lieu lors de la session du Conseil EPSCO du 13 juin. Lors des débats, il a été fait observer que le Semestre européen demeurerait un instrument important pour évaluer les réformes dans les domaines de l'emploi et de la politique sociale.

2. Les ministres approuveront ([doc. 10688/19](#)) les avis du Comité de l'emploi et du CPS ([doc. 10688 ADD 1](#) et [doc. 10688/19 ADD 2](#)), qui contiennent une analyse des défis qui se posent en matière d'emploi et de protection sociale dans le cadre des programmes nationaux de réforme pour 2019. Ces avis sont également axés sur la mise en œuvre des recommandations par pays pour 2018. Ils tiennent compte des résultats des examens thématiques et des examens par pays réalisés par les deux comités.

3. Le Conseil adoptera en outre une décision relative aux lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres ([doc. 9134/19](#)). La Commission propose de maintenir les lignes directrices de 2018, qui étaient alignées sur les principes du socle européen des droits sociaux. Dans leurs avis, le Parlement européen, le Comité de l'emploi et le Comité économique et social ont confirmé la proposition de la Commission.

Une planète propre pour tous: une vision européenne stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat - débat d'orientation

En novembre 2018, la Commission a adopté la communication intitulée "Une planète propre pour tous: une vision européenne stratégique à long terme pour une économie prospère, moderne, compétitive et neutre pour le climat" ([communication de la Commission](#)).

Lors de la session du Conseil EPSCO, les ministres tiendront un débat public sur les aspects de la communication sur une planète propre qui sont liés à l'emploi et à la politique sociale, sur la base d'une note d'orientation de la présidence ([10467/19](#)). Plusieurs autres formations du Conseil ont déjà tenu des débats d'orientation sur ce thème, axés sur les aspects relevant de leur compétence. Le débat au sein du Conseil EPSCO contribuera aussi à la vision stratégique globale à long terme de l'Union grâce à l'examen des aspects pertinents liés à l'emploi.

Tout en reconnaissant qu'il importe de favoriser la compétitivité des solutions neutres pour le climat, la présidence souligne la nécessité d'en surveiller les répercussions économiques et sociales en termes de valeur ajoutée, d'emplois, de balance commerciale et d'exportations. Une attention particulière devrait être accordée aux secteurs qui doivent s'adapter aux nouvelles façons d'exercer leurs activités en étant neutres pour le climat, ainsi qu'aux personnes, y compris les travailleurs peu qualifiés, qui sont affectées par la transition.

Un autre défi majeur est lié à l'avenir de certains secteurs économiques. Si l'on s'attend à une hausse du nombre d'emplois dans les secteurs de la construction, de l'exploitation agricole, de la foresterie et des énergies renouvelables, dans d'autres secteurs en revanche, comme l'extraction de charbon et l'exploration pétrolière et gazière, le niveau d'activités devrait sensiblement baisser. Les secteurs à forte intensité énergétique comme la sidérurgie ou la production de ciment et de produits chimiques, de même que les constructeurs automobiles, connaîtront une évolution de leurs procédés de production. D'autres emplois existants devront être adaptés à la nouvelle économie et les travailleurs devront acquérir de nouvelles aptitudes et compétences. La présidence souligne que les systèmes d'éducation et de formation ont un rôle primordial à jouer pour offrir à tous les citoyens une possibilité de bénéficier de l'apprentissage tout au long de la vie. Les individus devront acquérir non seulement des compétences professionnelles spécifiques, mais également des "compétences clés" dans des disciplines comme les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques. Pour ne laisser personne au bord du chemin, il est essentiel d'investir dans la reconversion et le perfectionnement professionnels.

Une transition équitable vers une économie climatiquement neutre est nécessaire. Il faut promouvoir un modèle social autonomisant tous les citoyens. Des mesures d'intervention sur le marché du travail sont nécessaires pour faciliter des transitions justes et inclusives, notamment en ce qui concerne les travailleurs peu qualifiés. Étant donné que les changements se produisent dans les entreprises, il faut également instaurer un mécanisme approprié d'information et de consultation, et le cas échéant, de participation des employés, afin de parvenir, entre autres, à identifier à un stade précoce les besoins en matière de compétences.

L'idée-force de la présidence finlandaise dans le cadre de l'EPSCO -- 'l'économie du bien-être' -- promeut la perspective d'autonomiser tous les citoyens; le Conseil EPSCO tiendra aussi un débat sur cette idée (voir plus haut).

Dans ce contexte, les ministres seront invités à un échange de vues sur les questions suivantes:

1. Comment les politiques sociale et de l'emploi (y compris la politique en matière de compétences) devraient-elles être élaborées, tant au niveau de l'UE que des États membres, pour soutenir au mieux une transition juste vers une économie compétitive, respectueuse de l'environnement et climatiquement neutre?
2. Quelles seraient les mesures à prendre d'urgence pour atténuer les effets négatifs de la transition vers une économie climatiquement neutre compte tenu, en particulier, de la situation des travailleurs peu qualifiés touchés par cette transition?

Divers

1. La Commission communiquera aux ministres des informations sur les évolutions internationales des politiques sociales et de l'emploi ([10781/19](#)).
-